

Dans une étude publiée mercredi 22 octobre, trois ONG alertent sur l'ampleur des fausses informations climatiques dans l'audiovisuel. Erreurs ponctuelles ou campagnes de désinformation, le phénomène vise avant tout à discréditer les solutions en faveur de la transition.

Comment la désinformation climatique se répand dans les médias

Cet été, en allumant votre poste de télévision ou en écoutant la radio, vous êtes sûrement tombés sur une émission parlant de la climatisation en France. En pleine canicule, le sujet s'est retrouvé au cœur de l'actualité après un tweet de Marine Le Pen le 30 juin, qui demandait «un grand plan d'équipement pour la climatisation», face à «des dirigeants (ayant) décidé que les Français devaient souffrir de la chaleur pendant qu'eux-mêmes jouissent de véhicules et de bureaux climatisés».

Cette polémique marque précisément l'un des pics de désinformation dans les médias observés par Quota Climat, Data for Good et Science Feedback: ces trois ONG ont recensé 529 cas de «désinformation» à la radio ou la télévision en France, entre janvier et août 2025. Une désinformation qui peut prendre la forme d'informations fausses, partielles ou trompeuses sur des sujets liés au climat, et ce sans rectification.

Dans le cas du plan de climatisation défendu par le Rassemblement national (RN), ses défenseurs affirmaient notamment qu'en France, «la clim ne pollue pas», ce qui n'est que partiellement exact. Certes, si elle est produite avec de l'énergie nucléaire, elle émet peu de CO₂. Mais dans tous les cas, son usage est considéré comme une mauvaise

adaptation car elle accentue les pics de chaleur dans les zones urbaines en rejetant de l'air chaud. Une des raisons pour lesquelles les spécialistes de l'adaptation mettent en garde contre sa généralisation.

«Dès qu'une fausse information est reprise au-delà des réseaux sociaux – même pour la contredire –, elle est amplifiée et bénéficie d'un "blanchiment" aux yeux du grand public.»

Rendue publique trois semaines avant le lancement de la COP30 au Brésil, l'enquête des trois ONG est sans appel: la désinformation climatique se retrouve dans tous les médias audiovisuels grand public français (voir encadré). Elle est le plus souvent amenée par des invités politiques (24 % des cas) ou d'autres invités (32 %), parfois présentés comme experts, et qui ne sont pas contredits par une autre personne à l'antenne.

Pour établir ce constat, l'ONG Science Feedback, spécialisée dans la vérification des informations dans la santé et les sciences, a suivi une méthodologie stricte, déjà appliquée pour quantifier la désinformation aux États-Unis ou sur les réseaux sociaux. À partir d'extraits de deux minutes traitant du climat, des scientifiques vérifient l'information diffusée, à la fois sur la forme – si c'est un débat, ou qu'une rectification a lieu, par exemple, cela n'est pas comptabilisé – et sur le fond. «Parfois, les informations trompeuses sont volontaires et orchestrées (désinformation); parfois elles sont relayées sans intention sous-jacente (médisinformation), détaille Emmanuel Vincent, fondateur de Science Feedback. Souvent, c'est pour discréditer des solutions, par des narratifs simplificateurs, par exemple».

Dire que les énergies renouvelables sont intermittentes, et donc incapables d'assurer la sécurité énergétique d'un pays, relève par exemple d'un argumentaire simplificateur. En effet, si certaines énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien, dépendent des conditions météo, il existe des solutions de stockage d'énergie sur le réseau qui pallient cette intermit-



tence, mais nécessitent des investissements. La preuve, le réseau californien a fonctionné entièrement à l'énergie solaire, éolienne et hydraulique pendant plus de 90 jours en 2024. Ce débat nécessite donc d'évaluer la pertinence de chaque solution en fonction de l'état des réseaux, des investissements nécessaires et bien sûr des émissions de gaz à effet de serre. «Le problème, c'est que la désinformation explose justement au moment où devrait avoir lieu le débat public, comme avec la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie», souligne la fondatrice de Quota Climat, Eva Morel. Cette temporalité est parfaitement maîtrisée par ceux qui en sont à l'origine.

«Dès qu'une fausse information est reprise au-delà des réseaux sociaux – même pour la contredire –, elle est amplifiée et bénéficie d'un "blanchiment" aux yeux du grand public», constate Divina Fraumigs, professeure émérite à la Sorbonne nouvelle et spécialiste de la désinformation.

Depuis la pandémie de Covid,

cette sociologue des médias remarque que «les digues se sont abaissées» entre réseaux sociaux et médias traditionnels et que «la désinformation scientifique paie le prix du doute qui a porté alors sur l'information médicale». Le thème du climat reste toutefois secondaire par rapport à «l'immigration, l'islam et la fraude électorale», sujets de prédilection de la désinformation en Europe.

L'enjeu n'en reste pas moins essentiel, alors que la France et la quasi-totalité des pays de la planète se sont engagés dans l'Accord de Paris à atteindre la neutralité carbone en 2050 pour limiter le réchauffement climatique. Le Brésil, qui accueille la COP30, portera d'ailleurs une Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques.

En France, le Haut conseil pour le climat, organisme indépendant chargé d'évaluer l'action publique en matière de climat, préconise lui aussi un plan de lutte. «Cette bataille de l'information ne relève pas de simples malentendus mais résulte de campagnes organisées, notamment par les lobbies ●●●

Parlons
écologie

Ici, à Madrid en Espagne, lors de la gigantesque panne d'électricité qui a touché le pays le 28 avril. David Cruz Sanz/Zuma/Rea



●●● d'énergies fossiles, qui propagent de fausses informations pour créer la confusion», estime son président, Jean-François Soussana.

Sur le fond, la désinformation climatique consiste de moins en moins à nier le réchauffement et de plus en plus à semer le doute, notamment sur les solutions à mettre en œuvre. Dans le rapport des trois ONG, il apparaît que plus de 90 % des cas de désinformation ciblent des solutions en faveur de la transition, notamment dans le secteur énergétique et les renouvelables (70 % des cas). Le président du Syndicat des énergies renouvelables, Jules Nyssen, le constate : « On est passé de l'argumentaire "c'est moche dans le paysage" à "ce n'est pas fiable" voire "ça ne sert à rien" ».

Dans ce secteur, les contrevérités sont facilitées par « la complexité et la technicité des sujets », dont l'approche nécessite une bonne maîtrise et de la nuance, souligne Nicolas Goldberg, associé chez Columbus consulting et responsable du pôle énergie de l'ONG Terra nova. Il a observé ce problème lors du black-out qui a touché l'Espagne en avril.

Sur le fond, la désinformation climatique consiste de moins en moins à nier le réchauffement et de plus en plus à semer le doute, notamment sur les solutions à mettre en œuvre.

« J'ai eu l'impression de revivre la crise du Covid, se rappelle-t-il. Un événement inédit s'est produit, que l'on ne pouvait pas expliquer tout de suite. Ceux qui savaient qu'il n'y avait pas de réponse claire n'ont pas répondu, mais des désinformateurs ont profité de la brèche pour affirmer dans les médias que c'était la faute des énergies renouvelables. »

Cette causalité a été rapidement démentie par les autorités espagnoles, dont le rapport a finalement conclu à des problèmes multifactoriels sur les installations et le réseau. Mais le mal était fait, et l'idée s'est enracinée au point qu'un moratoire sur les énergies renouvelables a été proposé dans une loi portée par les Républicains et le RN, mentionnant explicitement le black-out espagnol pour motiver son adoption.

« In fine, la désinformation va, soit nourrir le doute et alimenter les discours d'inaction, soit rendre ces solutions hyperclivantes, en ne laissant aucune place à la nuance », dénonce la climatologue Valérie Masson Delmotte (au sein du réseau d'experts de La Croix). Or, si l'on reprend l'exemple de la climatisation, « personne ne nie qu'elle est indispensable pour protéger les personnes les plus fragiles. La question en revanche est de savoir comment articuler les différents enjeux de lutte contre les îlots de chaleurs et de santé publique notamment. Car en matière climatique comme ailleurs, rien n'est jamais binaire. »

Gabrielle Richard

repères

Les médias privés sont plus perméables à la désinformation climatique

Le rapport des ONG Quota Climat, Data for Good et Science Feedback révèle que les chaînes privées d'information en continu concentrent six fois plus de fausses informations que leurs homologues du secteur public.

Il indique également que 46 % des cas de fausses informations sont le fait des journalistes

ou chroniqueurs (contre 8 % des cas dans l'audiovisuel public).

CNews, chaîne du groupe Bolloré arrive en tête du classement avec un cas de mésinformation par heure consacrée aux sujets climatiques.

À l'inverse, les chaînes de télévision généralistes (TF1, M6, France 2, France 3) et l'audiovisuel public (France Télévisions, Radio France, RFI) constituent, selon le rapport, « les remparts les plus actifs contre la désinformation climatique ».

« Il faut agir, mais sans perdre les citoyens »

entretien

Laurence Vardaxoglou

Chercheur associé à la Sorbonne et consultant en communication

— Sans être contestée, l'utilisation du terme « désinformation climatique » par les médias est également source de méfiance.

— Laurence Vardaxoglou revient sur la fine ligne de crête pour lutter contre la désinformation sans polariser les Français.

Vous êtes experte de la désinformation et de ses conséquences sur les comportements individuels. Comment les citoyens français perçoivent-ils ce phénomène ?

Il faut souligner que les gens s'en inquiètent vraiment et redoutent les effets que la désinformation peut avoir sur la société. Sur le climat en particulier, ils sont perdus et reconnaissent ne pas savoir où trouver la bonne information – c'est d'ailleurs sur ça que joue la désinformation climatique. Même s'ils se méfient du rôle des pouvoirs publics et d'une forme de « vérité officielle », ils aimeraient que le problème soit pris en charge et que des actions soient mises en œuvre pour apporter des réponses objectives.

Comme le montre une enquête que vous avez menée en 2024 (1), la lutte contre la désinformation suscite également de la méfiance.

Comment expliquer ce paradoxe ?

Dans une société polarisée, on pense toujours que derrière chaque action ou publication il y a un biais, un agenda pour convaincre. La neutralité dont se revendiquent les vérificateurs d'information, ou *fact-checkers*, est questionnée. Le fait de vouloir « éduquer » le public, en opposant le vrai et le faux, peut en plus être vu comme condescendant. Il faut agir contre la désinformation, mais sans perdre les citoyens, et sans leur donner l'impression que le débat d'idées est confisqué.

« Les débats sont une très bonne piste, tant que les intervenants ont des points de vue variés et renseignés. »

Comment lutter contre la désinformation sans que ça ne soit contre-productif ?

Un narratif convaincant, avec des informations vérifiées ou des sources de tous bords, se suffit à lui-même. Il n'y a pas besoin d'être donneur de leçon, c'est là qu'on perd les gens. Les débats sont aussi une très bonne piste, tant que les intervenants ont des points de vue variés et renseignés. Cela encourage la pensée critique, sans diaboliser une idée. Mais ces solutions restent partielles, car tout est lié à la confiance dans les institutions, y compris dans les médias.

Gabrielle Richard

(1) Étude menée avec Guillaume Caline et le cabinet d'études Verian qui accompagne les acteurs publics.